

Quelle vie après les

- Alors que les travailleurs ne sont pas fixés sur leur sort, l'Université de Liège veut développer une agriculture urbaine dans les sites désaffectés.
- Les premières expériences devraient y être menées en 2014 dans un hall à Flémalle.
- Baptisé « Verdir », le plan de l'ULg (re)lance le débat de la reconversion.

Depuis l'annonce de l'arrêt de la phase liquide d'ArcelorMittal, le recteur et les onze facultés de l'ULg mènent une réflexion sur la reconversion économique du bassin. Leur proposition : développer un projet d'agriculture urbaine dans les friches industrielles. Imaginez : des étages de cultures maraichères prenant place dans de larges bâtiments désaffectés, à proximité du fleuve pour faciliter le transport des denrées vers la ville, changeant le visage des quartiers concernés et offrant de nouvelles opportunités d'emplois. Utopique ?

Pour le recteur de l'ULg, Bernard Rentier, il n'en est rien. « L'université est un moteur de développement régional, insiste-t-il, soutenu par Gembloux Agro-Bio Tech. Nous avons mis toutes les facultés autour de la table, rassemblé les différentes compétences sur la question de la réhabilitation des sites. Nous sommes partis du constat qu'en Belgique, plus de 95 % de la population vit en ville et que les surfaces agricoles s'amenuisent. L'agriculture urbaine est une solution. »

Verdir les points noirs

Le projet « Verdir » (1) s'inspire d'expériences menées avec succès aux États-Unis, en Suède ou aux Pays-Bas. Et il est déjà sur les rails : ArcelorMittal a mis un bâtiment, un ancien hall de stockage de 125 mètres sur 25 situé à Flémalle, à disposition de l'ULg. Il sera équipé durant l'année 2013, afin de pouvoir lancer les cultures dès 2014.

Deux technologies y seront privilégiées : l'hydroponie, qui consiste à cultiver des plantes hors sol en milieu confiné, et l'aquaponie, qui associe la culture de plantes hors sol à l'élevage de poissons. Le tout sur des structures étagées, afin d'éviter de travailler dans un sol particulièrement pollué.

Au-delà de la production de plantes maraichères ou riches en composants pharmaceutiques, le site de Flémalle sera également une vitrine technologique : il bénéficiera d'outils de pointe, comme les aciers luminescents produits par ArcelorMittal qui permettront d'apporter de l'éclairage aux plantes, et produira sa propre électricité.

« Ce que nous proposons est une jolie reconversion, précise le recteur. Elle devrait permettre de verdir des sites particulièrement

noirs, d'améliorer la qualité de vie des riverains tout en leur proposant un accès plus facile aux produits frais. Mais tout le projet doit se faire en douceur, avec l'adhésion des gens. On ne doit pas passer pour les grands nettoyeurs qui vont changer le monde. Pour y arriver, nous avons besoin de toutes les compétences, et pas seulement celles de l'agronome. L'ingénieur, le juriste ou le sociologue sont également impliqués. C'est un projet d'une envergure telle qu'on n'en a jamais eu à l'ULg. »

Si ce projet-pilote se destine à démontrer la faisabilité de ce type de réhabilitation, tant sur le plan technique que financier, l'ULg compte bien propager le concept. Inciter des initiatives similaires afin de voir verdoyer le bassin liégeois et même, pourquoi pas ? les friches implantées sur l'axe Sambre-et-Meuse.

Mais pour que l'idée devienne réalité, l'université a besoin de fonds. À l'heure actuelle, elle cherche l'appui des pouvoirs publics et des investisseurs privés, à fédérer un maximum d'acteurs socioéconomiques autour de la question. ■

ANNE-CATHERINE DE BAST

(1) www.ulg.ac.be/verdir/

LE PLAN SOCIAL

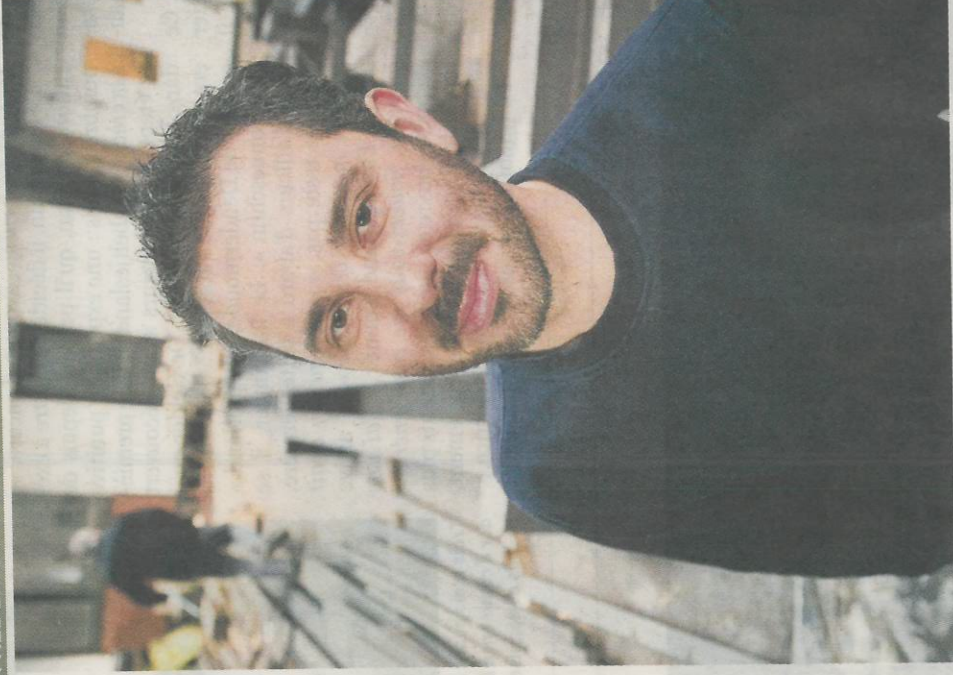
Où en est-on ?

En octobre 2011 ArcelorMittal annonce l'arrêt de la phase à chaud liégeoise. Quinze mois plus tard, syndicats et direction ont fini par se mettre d'accord sur un projet social pour les travailleurs conditionnés à l'établissement d'un plan industriel. Début décembre, ArcelorMittal a confirmé sa volonté d'investir 138 millions d'euros pour pérenniser cinq lignes de la phase à froid et s'est engagé à évaluer la rentabilité d'autres projets pour début 2013.

La fermeture de la phase à chaud entraîne la suppression de 795 emplois : une centaine a déjà quitté le navire, 314 peuvent prétendre à la pré pension, une centaine de postes seront réintégrés. Reste 86 travailleurs excédentaires à reclasser dans une structure financée à hauteur de 40 millions d'euros par la Région wallonne et ArcelorMittal pour dépolluer les sites.

A.-C.D.B.

FREDERIC SIKORA



© MICHEL TONNEAU

Le travailleur sous-traitant a créé sa boîte
Ingénieur de formation, Frédéric Sikora aurait pu facilement retrouver un CDI chez bon nombre de patrons. Pourtant lorsqu'il perd son job il y a près d'un an, il se lance à son compte. Une carrière d'indépendant ? Avant la faillite de son employeur, il ne l'avait jamais envisagé. Il s'y plaisait bien, dans cette boîte où il travaillait depuis douze ans.

La faillite de la société Gobiet Freres a été provoquée par de multiples causes, raconte-t-il, « mais la grande dépendance à l'égard d'ArcelorMittal a accéléré la chute ». L'entreprise était sous-traitante à Chertal. Certains des 50 ouvriers étaient quotidiennement au chevet de la phase à chaud. Lorsque la banque-route a été déclarée, Frédéric Sikora s'est associé avec un de ses collègues électromécanicien pour fonder une firme spécialisée dans les constructions métalliques. « On s'entendait très bien et on s'est dit qu'il y avait là l'occasion de récupérer l'ancienne clientèle. S'associer, c'est plus rassurant. » Active depuis septembre et basée à Beyne-Heusay, SB Construction SPRL s'est constituée seule. « L'aide du Forem ? La cellule reconversion qui avait été mise en place ne répondait pas vraiment à nos besoins, sans vouloir dénigrer leur travail », avance-t-il prudemment. Pour l'instant, les commandes sont au rendez-vous. « On travaille, selon les moments, avec jusqu'à 5 intérimaires, dont 2 qui viennent de chez Gobiet. On ambitionne de retrouver nos anciens ouvriers, mais on y va pas à pas. Certains travailleurs, qui étaient non-stop chez Arcelor, ont développé des compétences très spécifiques. Ce ne sera pas simple pour eux de retrouver un boulot. » Ce qui ne l'empêche pas d'avoir envie de sous-traiter à nouveau pour le géant sidérurgique. « La phase à froid est toujours là. Cela reste un acteur important à Liège, même si on s'interroge sur l'avenir du paysage industriel belge. On ne sait pas de quoi demain sera fait. Créer son propre travail, cela peut être une solution valorisante. Même si, pour l'instant, notre préoccupation n'est pas de faire du bénéfice mais simplement de payer nos frais et nos fournisseurs ! » ■ M.G.S.

« Les terrains ne peuvent pas être pris en otage par Mittal »

ENTRETIEN — procédure, afin d'obtenir le détail, terrain par terrain, des activités qui s'arrêteront.

Les négociations du volet social ont été rudés. Peut-on sincèrement imaginer que la direction va accepter de payer l'assainissement sans broncher ?

C'est n'est pas agréable, mais cela fait partie de son passif. Soit les choses se déroulent de manière constructive dans le cadre d'une négociation, soit Arcelor décide d'entamer un bras de fer juridique. Mais je ne pense pas qu'il le veuille. On ne constate pas de mauvaises volontés à ce stade. Puis l'opération n'engendrerait pas que des coûts, mais aussi des bénéfices, grâce au démantèlement qui génère une masse considérable d'acier à revendre.

Si Arcelor refuse malgré tout ?

Si on constate une mauvaise volonté, il existe différentes solutions. Y compris l'expropriation. Ces terrains ne peuvent pas être pris en otage pendant des années.

Même s'il dépollue, le groupe reste propriétaire des terres et fait ce qu'il veut...

Tout dépendra de son désir de s'investir dans un créneau de redéploiement ou pas.

Quand pourrait débiter le processus ?

Si l'on constate une bonne volonté de part et d'autre, cela peut démarrer très rapidement. Une réunion est prévue début 2013. Évidemment, la dépollution prendra plusieurs an-

nées. On ne va pas pouvoir mobiliser tous les sites d'une seule fois.

Assainir pour quel avenir ? Par quoi seront remplacés les hauts-fourneaux ?

Il s'agit de très grands terrains, stratégiquement situés pour la région liégeoise et la Wallonie. Il faut que les différentes forces vives (la Région, Arcelor, Seraving, Liège...) se parlent et élaborent un projet. Il faut libérer de nouvelles activités économiques tournées vers les secteurs d'avenir, comme les énergies renouvelables ou les nouvelles technologies, puis combiner ça avec de la fonction collective, peut-être du commerce ou du logement.

« Si on constate une mauvaise volonté de la part d'ArcelorMittal, il existe différentes solutions. Y compris l'expropriation. »

Le logement impliquerait de dépolluer encore plus en profondeur...

Ce serait tout à fait possible. Cela a été réalisé dans le cadre de la réhabilitation de Clabecq à Tubize. Évidemment, cela ne pourra pas porter sur l'ensemble de la superficie.

« Verdir », l'initiative de l'ULg, une piste ?

Je trouve cela positif que l'université réfléchisse à des projets de reconversion. C'est une pièce importante à verser au dossier. D'autant qu'il existe des types d'agriculture qui permettent de dépolluer, c'est assez innovant. Il est prématuré de savoir si la Région soutiendra l'initiative, mais cela sera pris en compte. ■

Propos recueillis par

MÉLANIE GEELKENS



hauts-fourneaux?

MICHEL BRUCCERI



© MICHEL TONNEAU

Des projets, à court terme

A l'aciérie en coulée continue de Chertal depuis quinze ans, Michel Bruccheri n'a pas vu venir l'arrêt de la phase liquide. « On faisait des rénovations, il y avait des investissements, se rappelle-t-il. J'ai le sentiment de m'être fait avoir, d'être trahi. » Ce n'était pas la première fois que son emploi était menacé... « Il ne faut pas se poser trop de questions, sinon on devient fou. »

PIERRE LOGNARD

« On croupit au haut-fourneau »

« Il nous reste la lumière, le chauffage et le papier WC. Mais personne ne se soucie de nous... » Électricien, Pierre Lognard, travaille depuis 30 ans au haut-fourneau d'Ougrée. Depuis l'annonce de l'arrêt de la phase liquide, il se demande ce qu'il va devenir. « Des 400 travailleurs, nous ne sommes plus qu'une vingtaine à assurer des gardes pour maintenir l'outil en état jusqu'à ce que la loi Renault soit entérinée. Les jeunes ont été reclassés. On m'a laissé ici. »

À 51 ans, proche de la pré pension mais pas assez pour pouvoir y prétendre, Pierre Lognard se sent pris en otage. « Mes perspectives sont restreintes. Je ressens un manque de considération. La direction ne nous témoigne pas d'empathie, notre chef de service nous a oubliés. » Comme sur les autres sites, le personnel du

haut-fourneau respecte les pauses. Mais en équipes si réduites que, la nuit, ils s'enferment et croisent les doigts pour ne pas faire de mauvaises rencontres. « Il y a des vols de métaux quasi toutes les semaines. Il n'est pas rare de tomber nez à nez avec des types cagoulés en pleine nuit. On vit dans un climat d'insécurité permanente. » Sans parler du contexte professionnel peu épanouissant : « On croupit. Intellectuellement, c'est difficile. Cela a assez duré. Qu'on ferme ou pas, la page doit se tourner. Qu'on me donne mon préavis et ce qu'on me doit, que je puisse passer à autre chose ! Au Forem, au moins, j'aurais accès à des formations. » Mais pas question de se brader : « Les propositions de la direction sont à la limite de l'indécence, les syndicats doivent continuer à négocier. Ce que j'espère, c'est avoir une sortie honorable de l'entreprise ou un emploi digne. »

A-C.D.B.



© MICHEL TONNEAU

Michel Bruccheri a eu de la chance : il a été transféré dans le froid de manière définitive. Il travaille depuis le mois d'août en tant que conducteur du parachèvement à l'usine de Ramet. Une chance toute relative : « Je me sens privilégié, oui. Mais pour combien de temps ? A voir comment cela tourne, je sais que ce n'est pas ici que je terminerai ma carrière. » Le conducteur voit son avenir compromis. S'il fait des projets, c'est à très court terme. « Le problème est postposé : et si je revis la même chose dans 5 ans ? Ne serait-il pas plus facile de retrouver du tra-

Il l'avoue : il n'a plus confiance. « On a du mal à comprendre les raisons de la fermeture du chaud, d'autant que ces dernières années, on avait réussi à produire autant qu'avant, en travaillant plus et avec moins de personnel à l'aciérie. On gagnait de l'argent ! » A-C.D.B.

Le projet Verdir porté par l'ULg et la faculté agronomique de Gembloux vise à utiliser des entrepôts et des surfaces abandonnées pour y développer une agriculture urbaine. Il sera présenté début janvier aux forces vives. © ULG